

La campagne éhontée de rejet des normes approuvées par la Convention constitutionnelle constituante "cache un autoritarisme farouche, puisque le dialogue qu'elles prônent finit par se délimiter d'un seul discours d'en haut, qui croit détenir la vérité".

Par Andres Kogan Valderrama*

4 avril 2022.- La campagne de diffamation et de rejet contre les normes approuvées par la session plénière de la Convention constitutionnelle au Chili, non seulement augmente chaque jour qui passe, mais installe un discours très dangereux, quelques mois seulement avant le plébiscite de sortie.

L'idée que la nouvelle proposition de constitution en cours d'écriture n'est pas très différente de celle créée en 1980, puisqu'elle serait tout aussi exclusive, sectaire et faite par un petit groupe de fanatiques idéologiquement encapsulés, ne cherche qu'à délégitimer le processus le plus démocratique Le Chili n'en a jamais eu dans son histoire.

D'organisations telles que le Centre d'études publiques (CEP), El Mercurio, CADEM, La Tercera, Radio Bio Bio, Amarillos por Chile, Pauta, Ex-Ante et des personnalités telles que Carlos Peña, Aldo Mascareño, Mario Waissbluth, Tomás Mosciatti, Leonidas Montes, Cristian Bofill, Pablo Ortuzar, Cristóbal Bellolio, Cristian Warnken, entre autres, sont en croisade, présentée comme libérale et ouverte au dialogue, mais qui, dans la pratique, est profondément antidémocratique, essayant de boycotter le processus en tous cas.

Ce n'est pas un hasard si tous, en bons porte-parole de l'élite intellectuelle et médiatique actuelle et en défenseur du modèle pays des 30 dernières années, croient à la thèse d'une fièvre identitaire de certains groupes sur d'autres, pour expliquer la politique actuelle processus au Chili, comme si leurs démarches ne se situaient pas aussi à partir d'un lieu idéologique spécifique.

C'est-à-dire qu'ils présentent leur discours politique sur la Convention comme quelque chose d'universel, de rationnel, d'équilibré, de démocratique et d'un non-lieu, afin de remettre en question et d'inférioriser d'autres visions du pays qui sont également valables et qui sont envisagées pour la première fois.

Il ne devrait donc pas être surprenant qu'ils soulignent que ce qui est approuvé dans le projet de constitution ne sont que des demandes et des agendas spécifiques de certains. Installant ainsi l'idée que ce ne serait pas une constitution pour tous les Chiliens, mais le résultat d'une cooptation par une gauche radicale, irrationnelle, culturaliste, déconstructionniste, pré-moderne et décoloniale qui veut diviser et détruire le Chili.

Ils sont même allés jusqu'à dire que des normes telles que la plurinationalité, les droits de la nature, l'État régional, les droits sexuels et reproductifs, la neurodiversité, les droits des animaux (non humains), le droit aux soins, ne sont que des agendas individualistes, où certains Ils veulent une revanche politique.

Par conséquent, c'est une élite qui se démarque d'une supposée neutralité, du bon sens et de ce que les gens pensent, ce qui est non seulement politiquement malhonnête, mais

cache aussi un autoritarisme farouche, puisque le dialogue qu'ils prônent finit par se délimiter d'un seul discours venu d'en haut., qui croit qu'il est le propriétaire de la vérité.

C'est pourquoi il serait bon d'utiliser la même rhétorique qu'eux et de parler aussi de la question identitaire, mais de l'élite au Chili, qui historiquement, contrairement à une bonne partie de ceux qui composent la Convention constitutionnelle, a défendu les privilèges de certains groupes sur d'autres (de classe, racial, territorial, de genre, sexuel), créant un État pour quelques-uns seulement.

Peut-être serait-il plus honnête de leur part d'assumer explicitement une position et une identité politiques, et d'arrêter de nous vendre l'idée qu'ils seraient les sauveurs d'un processus soi-disant totalitaire, dont il ne faut rien attendre de bon.

Malheureusement, cela n'arrivera pas et ils continueront sûrement à diffamer la Convention pour que la proposition constitutionnelle soit rejetée et qu'un processus politique sans précédent échoue au Chili, qu'ils semblent vouloir fermer à tout prix.

Comme si cela ne suffisait pas, dans un scénario hypothétique de triomphe du rejet, ils savent parfaitement qu'il serait irréalisable de maintenir la constitution de 1980, donc l'option d'une troisième voie, où une troisième option est inscrite sur le bulletin de plébiscite, serait un moyen de sortir de cette apocalypse constitutionnelle que vous voyez.

Cependant, au grand regret de cette élite intellectuelle et médiatique fermée sur elle-même et qui cherche à laisser les choses en l'état, pas même le récent rapport de la Commission de Venise sur les travaux de la Convention constitutionnelle, à la demande du Sénat chilien, Il leur a donné la raison de ce qu'ils interrogent.

Bien au contraire, la Commission de Venise a valorisé des aspects tels que le pluralisme juridique et l'État régional dans la nouvelle proposition de constitution chilienne et n'a pas recommandé la troisième voie, soulignant que « changer ces normes entraînerait le risque de violer le principe de sécurité juridique ».

* Andrés Kogan Valderrama est sociologue, titulaire d'un diplôme en éducation au développement durable, d'un master en communication et culture contemporaine et professionnel de la municipalité de Ñuñoa.